

## Les syndicats ne désarment pas, l'exécutif mise sur l'essoufflement

« C'est par où la sortie ? », titre **Le Parisien** qui consacre également sa Une au sujet. Malgré une baisse du nombre des manifestants hier, **la contestation reste importante**. 740 000 personnes, dont de nombreux jeunes, ont défilé. Deux millions selon la CGT. « **Après dix journées**, c'est considérable, estime Benoît Teste (FSU). **Le gouvernement ne peut pas répéter qu'il ne se passe rien.** » Alors qu'une nouvelle journée d'action est prévue la semaine prochaine, le jeudi 6 avril, **l'intersyndicale a avancé l'idée d'une médiation. Proposition poliment refusée par le gouvernement.** « Le numéro un des bloqueurs, c'est Emmanuel Macron », commente Dominique Corona (Unsa). Finalement, en fin de journée, **Elisabeth Borne, a proposé à l'intersyndicale de la recevoir en début de semaine** prochaine. Une invitation acceptée par Laurent Berger (CFDT), mais « pour discuter des retraites et du travail », a-t-il averti sur TMC. Mais pour quelle issue ? « Il n'y en a pas, glisse un membre de l'intersyndicale. Personne ne veut bouger sur les 64 ans. Et pourtant, si l'exécutif renonce à cette mesure mais maintient l'accélération de la durée de cotisation, certains syndicats pourraient y trouver leur compte. » « C'est un soupirail plus qu'une porte de sortie », balaie un autre. « Pour le gouvernement, l'impact financier ne sera pas le même qu'un décalage de l'âge de départ de 62 à 64 ans. » Finalement, **au sein de l'exécutif comme chez les syndicats, les yeux sont rivés vers le Conseil constitutionnel.** Le Parisien s'interroge pour la suite : **l'intersyndicale continuera-t-elle à appeler à manifester si le Conseil constitutionnel valide la réforme ?** (Le Parisien, p.2)